

TRIBUNE DU JDD

"Il faut décroisonner l'accès à la haute fonction publique"

Le 20 avril 2019

- Par
- Daniel Keller, président de l'Association des anciens élèves de l'ENA (AAEENA), Vincent Prévotau, président de l'Association des directrices et directeurs d'hôpital (ADH), Fabien Tastet, président de l'Association des administrateurs territoriaux de France (AATF).

Dans le JDD, Daniel Keller, président de l'association des anciens élèves de l'ENA, Vincent Prévotau, président de l'Association des directrices et directeurs d'hôpital (ADH) et Fabien Tastet, président de l'Association des administrateurs territoriaux de France (AATF), estiment que "la fin de la haute fonction publique est une chimère". Ils plaident pour une transformation de la haute fonction publique, favorisant "l'ascension sociale" et "le brassage des talents". Selon son projet d'allocution reporté à cause de l'incendie de Notre-Dame, Emmanuel Macron envisage de supprimer l'ENA.

"Dans une période où les différentes formes d'exercice de l'autorité sont sous le feu des critiques, d'aucuns sont tentés de mettre en cause la haute fonction publique, qui fait office de bouc émissaire facile. Mais quelques vérités sont bonnes à dire. La République s'appuie sur une fonction publique compétente, loyale, intègre. Depuis cinquante ans, serviteurs de l'intérêt général, les hauts fonctionnaires de l'État, des hôpitaux et des collectivités locales, formés dans des écoles de haut niveau, ont contribué à la reconstruction du pays, à l'essor de sa politique industrielle, à l'aménagement de son territoire, à l'attractivité et au rayonnement de la France, à la protection sociale pour tous, à l'épanouissement de la décentralisation et à l'édification d'un des meilleurs systèmes de santé au monde.

Cet engagement repose sur un socle partagé de valeurs républicaines dont la transmission est un enjeu fondamental.

Il faut aussi remédier au cloisonnement entre les hauts fonctionnaires de l'État, des collectivités locales et de l'hôpital

Ce constat ne s'oppose pas à un projet de transformation de notre modèle de haute fonction publique, comme levier du contrat social renouvelé des citoyens avec leurs services publics.

Il faut d'abord renouer avec la promesse républicaine de l'égalité des chances, celle qui rend possible l'ascension sociale, par les plus hautes responsabilités publiques, de citoyens de condition modeste, issus de quartiers difficiles mais également de tous les territoires de France. Et celle, capitale, qui assure la parité entre les femmes et les hommes. Des choix politiques forts peuvent conduire à revoir la nature des concours, les systèmes de bourse, les dispositifs de préparation ou bien encore de détection des potentiels.

Il faut aussi remédier au cloisonnement entre les hauts fonctionnaires de l'État, des collectivités locales et de l'hôpital. Et pourquoi ne pas exiger de chacun un passage dans au moins deux des trois versants de la haute fonction publique, favorisé par une gestion mieux coordonnée des ressources humaines et des formations?

La fin de la haute fonction publique est une chimère

Oui, le brassage des talents contribue à la bonne conduite de l'action publique. Le besoin d'associer les meilleures compétences au bon moment peut justifier d'ouvrir davantage l'administration à des profils du secteur privé. Même si des garde-fous demeurent nécessaires en matière de déontologie, d'égal accès aux emplois publics et de qualifications professionnelles.

Nous, représentants des trois versants de la haute fonction publique, sommes prêts à nous engager pleinement pour participer à ce changement : diversifier, décroisonner, responsabiliser, libérer les énergies pour plus de mobilité, de cohérence d'action et une meilleure allocation des moyens humains. Nous portons ensemble trois points de vigilance : l'égalité des conditions d'accès à la fonction publique, le renforcement des mobilités, et un système de formation de haut niveau, porteur d'une culture commune et adapté à la diversité des métiers autant qu'aux réalités quotidiennes de nos concitoyens.

La fin de la haute fonction publique est une chimère car notre pays a besoin de cadres dirigeants. Les cadres statutaires ancrés dans les trois lois de la fonction publique ne sont pas l'ennemi de la modernité. Nous faisons le pari d'une réforme puissante et concertée, qui fasse rayonner l'idéal d'une élite républicaine, recrutée sur ses compétences, engagée au service de nos concitoyens et capable de contribuer à relever les défis de notre pays."